

Briser 3 ans de siège israélien

Sanctionner Israël

Juger les criminels de guerre

www.urgence-gaza.com

MANIFESTATION POUR LA PALESTINE

À l'initiative du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens

SAMEDI 06 FÉVRIER 2010

14H • DÉPART PLACE DE LA RÉPUBLIQUE EN DIRECTION DE L'AMBASSADE D'ISRAËL

GAZA

UN AN APRÈS

Pas de paix sans justice pour le peuple palestinien

Agissons, participons à la dynamique de la campagne (Boycott, Désinvestissement, Sanctions)

BDS contre l'occupation et la colonisation israéliennes

Briser 3 ans de siège israélien

Sanctionner Israël

Juger les criminels de guerre

www.urgence-gaza.com

MANIFESTATION POUR LA PALESTINE

À l'initiative du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens

SAMEDI 06 FÉVRIER 2010

14H • DÉPART PLACE DE LA RÉPUBLIQUE EN DIRECTION DE L'AMBASSADE D'ISRAËL

GAZA

UN AN APRÈS

Pas de paix sans justice pour le peuple palestinien

Agissons, participons à la dynamique de la campagne (Boycott, Désinvestissement, Sanctions)

BDS contre l'occupation et la colonisation israéliennes

L'APPEL

Le 27 décembre marquait le premier anniversaire du début de l'agression israélienne contre les Palestiniens de la Bande de Gaza. Les bombardements massifs, les destructions et les massacres (plus de 1400 victimes palestiniennes dont une majorité de civils), sont venus s'ajouter aux effets désastreux du siège total, suscitant l'indignation des opinions publiques internationales. En France, le 10 janvier dernier, nous étions 300 000, unis dans la diversité, à l'appel du Collectif National, dans 100 villes de France.

Les Nations-Unies ont depuis explicitement endossé le rapport du juge Goldstone. Celui-ci demande une levée immédiate du bouclage de Gaza et affirme notamment que l'armée israélienne a sans doute commis des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité.

Un an après, l'objet de nos mobilisations reste d'actualité. Le blocus est toujours aussi dur, si ce n'est plus puisqu'il interdit en plus toute reconstruction des habitations et édifices détruits. Le gouvernement d'extrême-droite israélien refuse tout compromis. Il faut briser le siège, juger les criminels de guerre, sanctionner Israël. Face à l'impasse des négociations entre Israéliens et Palestiniens, c'est à nous, citoyens, organisations de la société civile, syndicats et partis politiques d'amener nos dirigeants à imposer le respect du droit international.

SIGNATAIRES

Agir contre le Colonialisme Aujourd'hui, Alliance for Freedom and Dignity (AFD), Américains contre la guerre-France(AAW), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Association des Tunisiens en France (ATF), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (A.J.P.F.), Association républicaine des anciens Combattants, Campagne Civile de Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP), CEDETIM, CICUP, CPPI Saint-Denis (Collectif Paix Palestine Israël), Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Paix, Collectif Faty Koumba, Collectif des musulmans de France (CMF), Confédération Nationale du Travail (CNT), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche Orient (CVPR), Droit-Solidarité, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux Rives (FTCR), Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Génération Palestine (GP), Gauche Unitaire, GUPS - Union Générale des Etudiants de Palestine, La Courneuve-Palestine, Le Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Paix (PAOR), Les Alternatifs, Les femmes en Noir, Les Verts, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Ligue des femmes (WILPF), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Organisation de Femmes Egalité, Parti Communiste Français (PCF), PCOF, Parti de Gauche, Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM), Solidarité Palestine 18°, Union des Travailleurs Immigres Tunisiens (UTIT), Union Juive Française Pour la Paix (UJFP), Union syndicale Solidaires.

L'APPEL

Le 27 décembre marquait le premier anniversaire du début de l'agression israélienne contre les Palestiniens de la Bande de Gaza. Les bombardements massifs, les destructions et les massacres (plus de 1400 victimes palestiniennes dont une majorité de civils), sont venus s'ajouter aux effets désastreux du siège total, suscitant l'indignation des opinions publiques internationales. En France, le 10 janvier dernier, nous étions 300 000, unis dans la diversité, à l'appel du Collectif National, dans 100 villes de France.

Les Nations-Unies ont depuis explicitement endossé le rapport du juge Goldstone. Celui-ci demande une levée immédiate du bouclage de Gaza et affirme notamment que l'armée israélienne a sans doute commis des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité.

Un an après, l'objet de nos mobilisations reste d'actualité. Le blocus est toujours aussi dur, si ce n'est plus puisqu'il interdit en plus toute reconstruction des habitations et édifices détruits. Le gouvernement d'extrême-droite israélien refuse tout compromis. Il faut briser le siège, juger les criminels de guerre, sanctionner Israël. Face à l'impasse des négociations entre Israéliens et Palestiniens, c'est à nous, citoyens, organisations de la société civile, syndicats et partis politiques d'amener nos dirigeants à imposer le respect du droit international.

SIGNATAIRES

Agir contre le Colonialisme Aujourd'hui, Alliance for Freedom and Dignity (AFD), Américains contre la guerre-France(AAW), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Association des Tunisiens en France (ATF), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (A.J.P.F.), Association républicaine des anciens Combattants, Campagne Civile de Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP), CEDETIM, CICUP, CPPI Saint-Denis (Collectif Paix Palestine Israël), Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Paix, Collectif Faty Koumba, Collectif des musulmans de France (CMF), Confédération Nationale du Travail (CNT), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche Orient (CVPR), Droit-Solidarité, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux Rives (FTCR), Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Génération Palestine (GP), Gauche Unitaire, GUPS - Union Générale des Etudiants de Palestine, La Courneuve-Palestine, Le Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Paix (PAOR), Les Alternatifs, Les femmes en Noir, Les Verts, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Ligue des femmes (WILPF), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Organisation de Femmes Egalité, Parti Communiste Français (PCF), PCOF, Parti de Gauche, Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM), Solidarité Palestine 18°, Union des Travailleurs Immigres Tunisiens (UTIT), Union Juive Française Pour la Paix (UJFP), Union syndicale Solidaires.